

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° : 32 — 3 novembre 1975

sommaire



page 3 :

L'EMANCIPATION SOCIALE
DES TRAVAILLEURS ANGOLAIS
RESTE A CONQUERIR

page 4 :

LORSQUE "AFRIQUE EN LUTTE"
EMBOITE LE PAS AU MPLA

page 6 :

SENEGAL : PRISON POUR
DIFFUSION DE JOURNAL

page 7 :

SENEGAL : POUR LA DEMOCRATIE
OUVRIERE DANS LE SYNDICAT !

page 9 :

EN BREF DE MAURITANIE

page 10 :

MANOEUVRES PAR DESSUS LA TETE
DU PEUPLE DU SAHARA OCCIDENTAL

page 12 :

ESPAGNE : LA FIN D'UNE DICTA-
TURE ET LA CRAINTE DE LA
BOURGEOISIE



prix: 1 Franc

L'ANGOLA

A LA VEILLE

DE

L'INDEPENDANCE

Dans quelques jours, le 11 novembre, l'Angola accèdera officiellement à l'indépendance. Les troupes coloniales se préparent pour leur départ définitif du pays. C'est là une grande victoire des peuples des anciennes colonies portugaises, acquise au prix de sacrifices énormes contre une dictature sanglante aveuglée par une politique coloniale au-dessus de ses propres forces. D'ailleurs, la chute du régime dictatorial de Caetano, continuateur du salazarisme, est incontestablement et en premier lieu le fait de la résistance populaire en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau.

La domination coloniale portugaise défendait évidemment les intérêts de la bourgeoisie portugaise et des riches colons. Mais pas seulement. La bourgeoisie portugaise était bien trop faible pour exploiter les immenses richesses d'Angola. Cela fait bien des années qu'elle avait ouvert les portes de sa colonie aux investissements de grands trusts des puissances impérialistes. Ceux-ci, c'est-à-dire des groupes français, anglais, américains, belges, sud-africains, se sont conquis la part du lion dans le pillage des richesses d'Angola.

Conscients que l'Etat portugais n'était pas de taille à perpétuer la présence coloniale, les groupes impérialistes ont réorienté leur stratégie politique en acceptant l'indépendance de l'Angola, mais en concentrant tous leurs efforts pour que l'Etat indépendant reprenne en charge la défense de leurs intérêts fondamentaux.

Il va sans dire qu'ils n'accepteront pas de bon gré en Angola un Etat qui risque de léser gravement leurs intérêts.

Certes, aucun des mouvements n'a un programme bien radical, pas même contre les trusts et les différents groupes d'intérêt. Cependant, ces derniers préfèrent à la tête de l'Etat le personnel politique le plus favorable à eux, ou le courant le plus favorable assez fort pour contrebalancer les autres. C'est pourquoi ils financent, ils aident militairement le FNLA et l'UNITA, qui a raccroché son wagon au premier.

Mais ces organisations n'ont d'appui que sur une base régionale et ethnique. Bien que ces organisations ne sont pas du tout certaines de pouvoir l'emporter sur le MPLA pour contrôler l'ensemble de l'Angola, le risque est gros d'une partition de fait de l'Angola. D'autant plus que la tentation est trop grande pour certains grands trusts de jouer la carte du partage. Et certains jouent plus ou moins ouvertement cette carte aussi. En particulier, les liens de la Gulf-Oil, qui exploite le pétrole de la région de Cabinda, sont notoires avec ceux qui réclament la création d'un Etat indépendant de Cabinda.

Le peuple d'Angola qui a déjà payé un lourd tribut pour abattre la domination coloniale du Portugal devra probablement continuer à en payer pour empêcher que l'impérialisme parvienne à imposer un gouvernement favorable à ses intérêts. Il devra même sans doute combattre pour empêcher la partition de l'Angola.

Après le Congo, le Biafra et bien d'autres, l'impérialisme a ouvert une nouvelle page sanglante de la trop longue histoire de ses crimes à l'égard des peuples d'Afrique.

Tant que l'impérialisme domine le monde, de nouvelles pages s'ajoutent nécessairement aux anciennes. C'est bien pourquoi, le combat pour l'indépendance juridique des pays opprimés ne suffit pas. C'est l'impérialisme qu'il faut abattre, là où poussent ses racines, dans les pays de l'occident capitaliste. La seule perspective réellement favorable ne peut être ouverte devant les peuples opprimés que par le combat et la victoire du prolétariat international sur la classe capitaliste.

L'EMANCIPATION SOCIALE DES TRAVAILLEURS ANGOLAIS RESTE A CONQUERIR

Parmi les pays d'Afrique, l'Angola est probablement un de ceux qui possède le prolétariat le plus important. Sans doute, l'Angola, comme tant de pays sous-développés, est-il peu industrialisé. La puissance coloniale a maintenu la population dans l'arriération et la misère. Mais, malgré cela, étant donné les richesses du pays, et les nécessités pour elles de les exploiter, les puissances impérialistes ont été conduites, en particulier depuis une dizaine d'années, à investir dans l'activité minière, à développer dans une certaine mesure les voies de communication, les activités portuaires, etc. Et qui dit activité industrielle dit développement du prolétariat. Il y a donc un prolétariat en Angola, qui n'est peut-être pas numériquement fort, mais qui existe, qui est relativement concentré et qui peut jouer un rôle déterminant dans l'avenir du pays. Et un prolétariat qui, de surcroît, lutte et qui a déjà mené des grèves importantes.

Et, bien sûr, aucune des organisations nationalistes ne s'adresse à ce prolétariat en tant que tel. Le FNLA ne s'adresse pas du tout à lui ou, s'il a des travailleurs dans ses rangs, c'est sur une base ethnique réactionnaire. Et le MPLA, qui trouve dans la classe ouvrière un certain soutien, ne s'adresse pas à elle pour y développer la conscience de son identité, mais au contraire pour la fondre dans l'unité nationale angolaise, notion commode et pratique pour les dirigeants bourgeois ou petits-bourgeois, pour transformer les travailleurs en fantassins d'un ordre social qui ne soit pas le leur.

La tâche d'une organisation révolutionnaire en Angola serait en premier lieu de militer précisément pour que la classe ouvrière s'organise en tant que telle. Ce serait de construire un parti prolétarien révolutionnaire qui s'appuie, qui recrute dans le prolétariat, qui propose une politique pour l'ensemble des couches opprimées, mais au nom du prolétariat. Et sa tâche, ce serait de favoriser, d'aider à développer toutes les organisations de la classe ouvrière : syndicat démocratique pour commencer, comités d'usines, de quartiers. Vu le vide étatique créé par le départ des Portugais et la structuration relativement faible des appareils nationalistes, il y a des possibilités pour se développer.

Le gouvernement de transition a déjà eu l'occasion d'avoir maille à partir avec les travailleurs de Luanda. Il faut que les travailleurs puissent se défendre.

Il est évident que la classe ouvrière angolaise aurait bien du chemin encore à parcourir avant qu'elle prenne conscience du rôle qu'elle peut jouer dans la société angolaise. Mais elle pourrait profiter des circonstances présentes pour créer des positions, pour se donner des organisations lui permettant de défendre ses intérêts propres.

LORSQUE "AFRIQUE EN LUTTE" EMBOITE LE PAS AU MPLA

Parmi les groupes d'extrême-gauche dans l'émigration africaine en France, celui qui s'est formé autour du bulletin "Afrique en lutte" est certainement celui qui, en dehors de notre groupe, affirme le plus clairement vouloir se placer du point de vue du prolétariat. Il affirme la nécessité de partis léninistes pour "la victoire du socialisme en Afrique noire" et proclame son "attachement au programme de la Quatrième Internationale", c'est-à-dire au trotskysme.

Contrairement à tant de groupes nationalistes hostiles à l'idée d'organiser la classe ouvrière en tant que telle sur la base d'une politique révolutionnaire prolétarienne, ce groupe en affirme au contraire la nécessité. Il déclare son opposition aux courants qui pronent la nécessité d'une révolution par étapes et qui, sous prétexte de "front uni anti-impérialiste", dissolvent "les intérêts de la classe ouvrière... dans un conglomerat "démocratique"" (cf. "Thèses pour une révolution socialiste au Sénégal").

Des affirmations de principe de ce type sont suffisamment rares dans le programme des divers groupes de l'émigration africaine en France, même parmi ceux qui se prétendent "socialistes", pour qu'elles méritent d'être relevées.

Que valent cependant ces affirmations de principe si on les oublie dès qu'il s'agit précisément de les appliquer ? L'appréciation portée par "Afrique en lutte" sur les différentes organisations nationalistes d'Angola et son suivisme par rapport au MPLA sont significatifs à cet égard.

"Afrique en lutte" reproche à notre courant d'être "sectaire" pour avoir qualifié "sans autres détails, le MPLA, l'UNITA et le FNLA comme trois partis bourgeois" (cf. "Thèses...")

Laissons de côté ce "sans autres détails", qui suggère que nous plaçons les trois organisations sur le même pied et que nous adoptons une position de neutralité dans le conflit qui les oppose. Ce n'est pas le cas. Face au FNLA et à l'UNITA, qui acceptent de servir d'instruments directs à la politique de l'impérialisme en Angola, nous sommes solidaires du MPLA.

é Mais pourquoi donc "Afrique en lutte" ne caractérise-t-il pas clairement, avec tous les "autres détails" qu'il veut, quelle est la classe sociale dont le MPLA représente les intérêts historiques ? La bourgeoisie ? Le prolétariat ? Pourtant, c'est la première question qui se pose.

En d'autres termes, l'"alternative révolutionnaire" dont "Afrique en lutte" proclame la nécessité, passe-t-elle par le MPLA ou non ?

Oh, certes, "Afrique en lutte" n'ose tout de même pas affirmer clairement que le MPLA représente les intérêts du prolétariat. Il affiche une attitude critique à l'égard des "ambiguïtés", des "insuffisances" de ce mouvement nationaliste. Comme le formule l'article consacré à l'Angola du numéro 16 de ce bulletin, "quant au MPLA, que nous ne plaçons pas sur le même plan que l'UNITA ou le FNLA, c'est son hétérogénéité et sa faiblesse politiques, ses déviations bureaucratiques qui l'intègrent de fait dans le processus colonial".

Mais par rapport à quoi le MPLA aurait-il des "déviations bureaucratiques" ? Par rapport à une politique nationaliste, c'est-à-dire bourgeoise conséquente ? Si oui, combien il serait plus simple de le dire clairement et de dire par la même occasion que le nationalisme plus ou moins conséquent du MPLA n'en modifie pas la nature sociale.

Où alors "Afrique en lutte" considère que les "déviations bureaucratiques" du MPLA le sont par rapport à une politique prolétarienne conséquente ? Autrement dit, le MPLA pourrait mener une politique correspondant aux perspectives historiques de la classe ouvrière ?

Ce n'est pas la nature du MPLA qui est "ambiguë". C'est l'appréciation politique portée par "Afrique en lutte" sur le MPLA qui l'est.

Pourquoi donc "Afrique en lutte" invente-t-il des néologismes accommodants du genre "mouvement à vocation multiclassiste" pour parler du MPLA, lui qui, dans ses Thèses programmatiques, stigmatise le "frontisme", et affirme avec juste raison que "croire qu'une bourgeoisie accepterait de participer à un front en renonçant à sa direction au profit d'un "parti révolutionnaire" est un rêve".?

Eh oui, la "vocation multiclassiste" du MPLA signifie que sa direction petite-bourgeoise nationaliste cherche à enrégimenter les ouvriers et les paysans pauvres pour la réalisation d'objectifs bourgeois.

Même si, malgré des manœuvres opposées de l'impérialisme, c'est le MPLA qui devait devenir le principal, voire le seul artisan de la construction de l'Etat indépendant d'Angola, cet Etat sera un Etat bourgeois. C'est-à-dire non point un instrument pour servir l'émancipation sociale du prolétariat, mais pour perpétuer l'oppression dans les conditions nouvelles créées par la victoire sur le colonialisme. "Afrique en lutte" pense-t-il à autre chose ? Pourquoi ne le dit-il pas ?

Une orientation révolutionnaire prolétarienne en Angola ne consiste pas à travailler pour transformer le MPLA en organisation révolutionnaire prolétarienne, et encore moins à attendre qu'il se transforme sous l'effet d'un quelconque automatisme dû à la "dynamique de la lutte des masses". La lutte des masses n'a une dynamique lui permettant de dépasser le cadre bourgeois qu'à la condition précisément que la classe ouvrière se détache du MPLA pour accéder à la conscience de la nécessité de prendre elle-même le pouvoir. Et le rôle d'un indispensable parti révolutionnaire prolétarien serait d'œuvrer dans ce sens et non pas de contribuer à renforcer le crédit d'une organisation comme le MPLA.

Evidemment, il serait stupide de considérer l'objectif comme déjà atteint et d'oublier qu'une fraction importante de la classe ouvrière se mobilise derrière le MPLA. Gagner la confiance des travailleurs implique donc une politique de front unique à l'égard du MPLA, c'est à dire une solidarité active face aux manœuvres de toutes sortes de l'ancienne puissance coloniale, comme des puissances impérialistes. Cela implique que les ouvriers révolutionnaires doivent appuyer les initiatives du MPLA allant dans le sens des aspirations des classes exploitées. Mais en ne sacrifiant sous aucun prétexte l'indépendance politique et organisationnelle de la classe ouvrière. Car c'est seulement cela qui peut garantir que le prolétariat ne sera pas soumis à la direction de la bourgeoisie. C'est la seule façon de montrer à l'épreuve des faits que le MPLA ne mène pas une politique permettant la réalisation conséquente de ces aspirations.

Si les ambiguïtés de "Afrique en lutte" n'entraînent pas des conséquences graves pour les travailleurs, c'est uniquement parce que le courant dont ce bulletin prend les idées n'a qu'une position d'observateur par rapport à ce qui se déroule en Angola. Mais leurs prises de positions laissent mal augurer d'un avenir où ils auraient les moyens de leurs ambitions politiques.

SENEGAL

PLUSIEURS MOIS DE PRISON POUR DIFFUSION DE JOURNAL

Il vient d'être annoncé officiellement que la justice sénégalaise a condamné neuf personnes à des peines de prison allant de six mois avec sursis à dix-huit mois ferme. Ces personnes sont accusées d'appartenir à une organisation d'opposition clandestine et d'avoir diffusé le journal d'extrême-gauche interdit "Xaré-bi".

Ainsi, la répression au Sénégal fait périodiquement des victimes. Dernièrement, au mois d'avril de cette année, plusieurs personnes ont été condamnées à des peines de prison pour les mêmes accusations. Parmi ces victimes, Landing Savane doit purger deux ans de prison ferme et trois autres un an.

Le régime de Senghor ne peut admettre les opposants dans le pays. Au Sénégal, comme dans la plupart des pays d'Afrique, les gouvernements en place mènent une dictature féroce.

En effet, il y a d'une part la grande majorité de la population qui vit dans la misère. Les paysans, quand ce n'est pas la sécheresse qui les déshérite, sont écrasés par les impôts chaque année. De même, les travailleurs, lorsqu'ils ne sont pas au chômage, peinent pour des salaires de misère.

Quant aux privilégiés et ceux qui sont au pouvoir, ils vivent sur le dos de la majorité de la population. Par les impôts et les taxes diverses qu'ils prélèvent, ils entretiennent l'armée et la police qui les protègent. Ils entretiennent aussi tout le corps de fonctionnaires de justice et de l'administration des prisons pour réprimer tous ceux qui contestent leur pouvoir.

Ces gens-là, en défendant leurs propres intérêts, défendent aussi ceux des impérialistes, en particulier de l'impérialisme français. En effet, les grandes sociétés et trusts étrangers ont les mains dans tous les secteurs de l'économie sénégalaise. Dans les huileries, Lesieur, Petersen, la SODEC et la SEIC consomment la majorité de la production d'arachide. Pour l'exploitation des phosphates de Taiba, la quasi-totalité des capitaux appartiennent à Péchiney-Saint-Gobain. La majorité des entreprises de construction sont entre les mains de sociétés européennes et, en particulier, françaises.

Ainsi, Senghor et ses coéquipiers ont tout intérêt que la situation actuelle reste comme elle est. Car défendre les intérêts des impérialistes, c'est aussi assurer leurs propres intérêts et ceux des privilégiés.

Certes, Senghor joue volontiers le "démocrate", contrairement à la plupart des dictateurs africains qui ne se donnent pas cette peine ; surtout depuis la création d'un parti d'opposition reconnu par lui, le PDS (Parti Démocratique Sénégalais). Mais cela ne l'empêche pas de réprimer même les membres de cette nouvelle organisation lorsqu'ils tiennent un langage qui ne lui plait pas. C'est le cas de deux militants du PDS qui ont été condamnés au mois de mai à des peines de prison : ils étaient accusés d'avoir tenu des propos "subversifs" au cours d'une réunion publique du PDS à Ziguinchor, dans la Casamance.

A plus forte raison, la répression frappe ceux qui osent critiquer les règles du jeu de la démocratie bidon à la Senghor. Les révolutionnaires sont évidemment solidaires des victimes de la répression de Senghor. Ils mettent la lutte pour les libertés démocratiques parmi leurs principaux objectifs.

POUR LA DEMOCRATIE OUVRIERE DANS LE SYNDICAT !

Dans une conférence de presse tenue récemment à Dakar, Abdoulaye Wade, secrétaire général du parti légal d'opposition, le PDS, s'est déclaré prêt "à appuyer toute initiative de création d'un nouveau syndicat national des travailleurs."

Il motivait sa prise de position en expliquant que le "monolithisme" dû à l'existence d'un seul syndicat national était "anachronique à côté du pluralisme politique".

Passons sur le fait que ce pluralisme politique dont se réjouit Wade se limite à la tolérance d'un seul parti, le sien, en dehors du parti officiel.

Quant au syndicat, l'"anachronisme" n'est pas dans le fait qu'il n'existe qu'un seul syndicat. L'"anachronisme", c'est que le seul syndicat qui existe soit un appareil bureaucratique entièrement sous le contrôle du gouvernement, que les travailleurs ne puissent en contrôler le moindre rouage ; que l'ouvrier qui ose y défendre ouvertement ses idées ou ses revendications encoure la répression.

Alors, oui, il est indispensable au Sénégal de se battre pour un syndicat démocratique, où les travailleurs de toutes opinions, de toutes convictions politiques ou religieuses puissent militer pour l'amélioration de leur sort. Un syndicat qui soit réellement sous le contrôle démocratique de ses membres ; où les responsables à tous les échelons soient élus sans le moindre droit de regard ni du gouvernement, ni des fonctionnaires ou des politiciens bourgeois.

Ce n'est évidemment pas cela que Wade veut, mais un autre appareil syndical qui prolonge son appareil politique, comme le syndicat officiel prolonge celui de l'appareil politique de l'UPS de Senghor.

Les travailleurs n'ont évidemment aucune raison de rompre des lances pour le monopole du syndicat officiel. Que Wade fasse son syndicat, cela ne pourrait pas être pire pour les travailleurs, voire même cela pourrait donner quelques petites possibilités légales supplémentaires.

Mais la véritable démocratie ouvrière dans le domaine syndical ne passe pas par la multiplication de syndicats nationaux étroitement tenus en main par les partis bourgeois, mais par la création d'un syndicat qui soit démocratique au point qu'aucun travailleur n'éprouve le besoin d'en changer pour pouvoir défendre son point de vue et ses revendications.

ELECTIONS BIDON EN MAURITANIE

Le gouvernement mauritanien vient d'organiser les élections législatives. Le résultat officiel donne 99,99 % des voix aux candidats du PPM.

Ces chiffres n'étonnent personne puisque tous les candidats appartenaient au seul parti existant, le PPM, ce parti unique imposé à la population par le dictateur de notre pays.

En effet, toute autre organisation politique ou syndicale indépendante du pouvoir est interdite. Les élections sont truquées. Il n'y a aucun contrôle public sur le déroulement des opérations électorales, les bureaux de vote sont ouverts par le parti unique et sont gardés par ses hommes de main. Le dépuillement se fait par le parti unique...

En fait, donc, la liberté de vote n'existe pas en Mauritanie. Car même ceux qui sont seulement soupçonnés d'avoir voté contre les candidats officiels sont jetés en prison. Comme ce fut le cas au Mali en juin 1974 lors du référendum.

Ces truquages électoraux ne sont pas nouveaux pour le peuple mauritanien, car ils sont hérités du colonialisme. C'est ainsi, par exemple, qu'en 1958, à Magana, cercle de Kaïdy, les colons donnaient des bonbons aux enfants pour qu'ils aillent voter oui à De Gaulle. De même, ils faisaient aussi voter les morts et les absents.

Aujourd'hui, les colonialistes sont partis, mais le parti du dictateur Ould Daddah perpétue l'oppression et l'exploitation du peuple et, en particulier, des travailleurs et des paysans pauvres du pays.

Ould Daddah et ses frères de classe peuvent toujours se féliciter des résultats de ces élections. Mais ce chiffre de 99,99 % ne signifie vraiment rien d'autre que l'illustration du manque de liberté qui règne en Mauritanie.

EN BREF...

DE MAURITANIE

UNE FEMME MINISTRE NE FAIT PAS L'EMANCIPATION DE LA FEMME

Le gouvernement a récemment intégré parmi ses membres une ministre femme, madame Aissata Kane. Manière comme une autre de montrer qu'il est progressiste — il commence même à se dire "socialiste" — et qu'il ne néglige rien pour l'émancipation de la femme.

La sinistre plaisanterie ! Dans le pays, des milliers de femmes continuent à être vendues et achetées comme si elles étaient des esclaves. La polygamie est tout à fait officielle, c'est-à-dire que ceux qui ont de l'argent peuvent s'acheter plusieurs femmes. Non seulement le gouvernement s'accommode de cet état de choses, mais il le protège.

Oui, la situation qui est faite à la femme en Mauritanie est ignoble. L'émancipation de la femme est une tâche primordiale. Mais pour qu'elle puisse se réaliser, il faut bouleverser un ordre social arriéré. Autant dire que l'on ne peut compter que le gouvernement puisse prendre des mesures allant dans ce sens, ni sur les forces qui ont un intérêt quelconque dans le maintien de cet ordre social. Tous ces gens-là peuvent tout au plus prendre des décisions bidon pour amuser la galerie, en mettant une femme par ci, par là à des postes de responsabilité.

Ces ouvrières des fabriques de tapis de Nouakchott, qui ont mené dans le passé des grèves, ont bien plus fait pour leur liberté en prenant en main leur sort que la désignation d'une femme ministre.

Combattre pour l'émancipation des femmes est le combat de tous les travailleurs. Mais, pour que cela devienne une réalité, il faut que les hommes de la classe ouvrière combattent leurs propres préjugés. Il n'est pas possible de combattre l'oppression des travailleurs sans combattre contre l'oppression de la femme, et pour l'égalité complète entre hommes et femmes.

LE GOUVERNEMENT DONNE DANS L'IMMOBILIER

Le gouvernement d'Ould Daddah vient de créer une Société de Construction et de Gestion Immobilière (SOCOGIM) en investissant dans l'affaire quatre-vingts millions d'ougya. Il a invité les bourgeois mauritaniens à investir dans cette société avec la possibilité de ne pas payer d'impôts pendant cinq ans.

Le gouvernement a le cynisme de prétendre que cette initiative vise à résoudre le problème du logement particulièrement aigu à Nouakchott, autour de laquelle s'entassent des bidonvilles et des campements en toile. Comme si les chômeurs qui s'entassaient dans les bidonvilles étaient à même de payer les logements construits ! Non, l'initiative du gouvernement vise à détourner l'argent de l'Etat pour aider un certain nombre de possédants à faire fructifier leur argent dans l'immobilier. Même si les logements doivent rester en partie vides, faute de locataires capables de payer le loyer, les possédants auront eu leur part, et cela leur suffit.

MANOEUVRES PAR DESSUS LA TETE DU PEUPLE DU SAHARA OCCIDENTAL

Actuellement, tous les journaux bourgeois parlent du Sahara dit espagnol. Presque tous les gouvernements africains et arabes se tournent tout à coup vers le Sahara. C'est le cas en particulier pour les trois dictateurs voisins : Ould Daddah, Hassan II et Bou-médiène.

Quant au colonisateur espagnol, voyant ce qui s'est passé pour les ex-colonies françaises et aujourd'hui pour celles du Portugal, il essaie apparemment de trouver une solution au problème du Sahara. Et, bien sûr, il tente de le faire par dessus la tête du peuple concerné.

Le gouvernement espagnol a même proposé l'organisation d'un référendum sous contrôle de l'ONU, étant à peu près certain de pouvoir ainsi préserver ses intérêts au Sahara. Intérêts qui, pour l'instant, consistent essentiellement dans l'exploitation des riches gisements de phosphates existant dans cette région.

Mais la proposition espagnole a été rejetée par les états voisins du Sahara occidental pour les mêmes raisons. Ceux-ci, eux aussi, y voient des intérêts à défendre.

Le Maroc et la Mauritanie semblent, eux, s'être mis d'accord pour se partager la région en question. L'Algérie, elle, est plutôt favorable à la création d'un Etat saharoui qui lui serait proche et lui garantirait un accès à la côte atlantique.

Aujourd'hui, le roi du Maroc a pris l'initiative d'organiser une marche dite pacifique de plusieurs centaines de milliers de Marocains vers le Sahara, avec comme but de pénétrer dans cette région.

Le gouvernement espagnol semblait, face à l'initiative marocaine, prêt à se mettre d'accord avec Hassan II, puisque celui-ci lui garantissait la possession d'une partie des phosphates.

Cependant, l'évolution des événements n'écarte pas la possibilité d'affrontements militaires entre les troupes coloniales espagnoles stationnées au Sahara et les Marocains lancés dans la marche par Hassan II. En effet, le gouvernement espagnol vient de faire savoir que ses troupes n'hésiteraient pas à ouvrir le feu contre les marcheurs marocains.

Les risques de guerre sont donc importants dans cette région de l'Afrique. Guerre dont les peuples seront les seuls à faire les frais.

Tout cela est révoltant ! Car tout cela se fait sans tenir compte en aucune façon ni des intérêts, ni des opinions des peuples du Sahara.

Les colonialistes espagnols qui maintiennent leur domination sur cette partie de l'Afrique doivent s'en aller, et cela sans marchandage aucun. Les peuples du Sahara n'ont rien à gagner à leur présence et pourraient fort bien s'en passer.

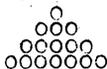
Mais ni le Maroc, ni la Mauritanie n'ont mieux à leur offrir. Dans ces régimes de dictature, d'oppression, tout opposant, tous ceux qui luttent simplement pour les li-

bertés démocratiques élémentaires sont jetés en prison. Ils ne peuvent qu'offrir la même oppression et la même dictature aux Saharais. Et il en va de même pour l'Algérie, où Boumédiène règne en dictateur.

Il est d'ailleurs bien significatif qu'aucun de ces régimes ne soit très soucieux de demander au peuple du Sahara son opinion sur son propre sort.

Nous, travailleurs communistes révolutionnaires, pensons que l'intérêt des travailleurs et de tous les exploités africains n'est pas que l'Afrique soit découpée en une série de petits Etats sans grands moyens pour subsister. Ce qui serait le cas d'un Sahara indépendant.

Mais nous pensons que la moindre des choses serait, dans la situation actuelle et face aux convoitises de toute origine, que les peuples du Sahara se prononcent eux-mêmes sur leur propre avenir.



En imaginant l'idée d'une marche sur le Sahara Occidental, le roi Hassan II voulait à la fois associer à une guerre de conquête sa propre population, et gagner auprès de celle-ci une popularité que sa politique intérieure ne lui permet certainement pas de gagner. Il a trouvé la complicité de l'opposition qui rivalise avec le roi dans l'hystérie nationaliste et qui soutient pleinement l'initiative du roi en oubliant pour la circonstance que Hassan II est un des dictateurs les plus sanglants et les plus réactionnaires d'Afrique.

Il n'est pas dit que le calcul d'Hassan II ne se retourne pas contre lui si les circonstances ne lui permettent pas d'envahir le Sahara et qu'il a du mal à démobiliser ceux qu'il a mobilisés.

Mais, de toute façon, les exploités du Maroc n'ont rien à gagner à aider leur ennemi féroce à conquérir un pays en méprisant la volonté de ses habitants. Ils sont simplement utilisés pour aider à tirer les marrons du feu pour le compte de la Cour royale en mal de prestige et pour le compte des privilégiés qui s'enrichiront grâce à l'exploitation des phosphates du Sahara.

Tel est le piège du nationalisme pour les opprimés : c'est un moyen pour les privilégiés de les tromper, de les mobiliser au service d'intérêts qui ne sont pas les leurs.

ESPAGNE LA FIN D'UNE DICTATURE ET LA CRAINTE DE LA BOURGEOISIE

Décidément, les crapules ont la peau dure. Le vieux dictateur de 83 ans, sur le bord de sa tombe, s'obstine à garder le souffle alors qu'une maladie grave le condamne à l'agonie depuis le 20 octobre.

Devant l'usure de l'homme et de la dictature qu'il incarne, non seulement la bourgeoisie espagnole, mais aussi tous ses semblables d'Europe et d'Amérique n'ont pas fini de s'inquiéter.

Ils avaient beau prévoir la succession sur le plan juridique, ils savent tous bien que ce n'est pas un problème simplement juridique.

La succession de Franco les remplit d'inquiétude pour l'avenir. Car quel sera cet avenir ? Sera-ce comme au Portugal ? L'Espagne deviendra-t-elle un nouveau Portugal, mais à une tout autre échelle, avec un prolétariat bien plus développé et, surtout, avec une influence sur les pays voisins bien plus forte ? Seront-ils obligés de recourir à une solution plus ou moins parlementaire ? Seront-ils obligés de tolérer non seulement deux ou trois partis bourgeois se passant et se repassant paisiblement le pouvoir à la tête duquel ils mèneront la même politique, mais aussi un Parti Communiste et des organisations syndicales puissantes, avec ce que cela coûterait pour la bourgeoisie, au sens très matériel du terme ?

Et, au-delà de ces inquiétudes immédiates, n'y a-t-il pas pour eux une inquiétude plus profonde ? C'est que justement les problèmes de succession aboutissent à une instabilité. Cette instabilité favorisera-t-elle une mobilisation puissante de la classe ouvrière espagnole ? Ce sont toutes ces craintes qui travaillent non seulement la bourgeoisie espagnole, mais tout autant les autres ; car, rappelons-le, si Franco est parvenu à garantir quarante ans de paix sociale (de plus en plus menacée au fil des années), eh bien, de cette paix sociale, les capitalistes étrangers qui ont investi en Espagne en ont autant et peut-être plus profité que la bourgeoisie espagnole elle-même.

Ce qui est certain, c'est que les débats institutionnels auxquels s'adonnent non seulement les forces politiques bourgeoises qui gravitent dans l'antichambre du mort, mais aussi la majeure partie de l'opposition, consistent à préparer l'après-franquisme.

Vers une République ou une Monarchie ? Et si c'est une monarchie, serait-elle sous l'égide de Juan Carlos ? Eh bien, ces débats concernent essentiellement la bourgeoisie et son personnel politique. Dans tous les cas, il faut que les travailleurs sachent que les libertés démocratiques dont ils attendent avec espérance la réalisation avec la mort du vieux dictateur ne se réaliseront pas autrement que si la classe ouvrière est de taille à se battre pour et à les imposer.

Imposer les libertés démocratiques, les libertés syndicales et politiques, le droit de réunion, d'expression, etc., telle doit être précisément la première tâche du mouvement ouvrier. C'est au travers de la lutte pour la réalisation de ces objectifs qui intéressent tous les opprimés, tous les exploités d'Espagne, qu'ils poseront des jalons pour le futur. Un futur où la classe ouvrière posera sa propre candidature au pouvoir.

CAMARADE,

Si ce journal te plaît,

FAIS-LE CIRCULER AUTOUR DE TOI
POUR LE FAIRE CONNAITRE.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.